

Les annonces du nouveau gouvernement ne sont pas bonnes pour les collectivités locales. La diminution de plus de 13 milliards d'euros d'ici la fin du quinquennat va faire très mal au budget des communes. Plane également la refonte de la fiscalité locale, avec la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des foyers. De tout temps, chaque baisse d'impôt a été répercutée sur un autre prélèvement. Alors ne nous réjouissons pas trop vite. Le manque à gagner sera pris ailleurs.

Le casse-tête budgétaire ne fait que commencer. Les impôts locaux ne sont pas prêts de baisser afin de réaliser les actions nécessaires à la vie de la commune.

De nombreuses voix sont venues nous reprocher d'avoir voté l'augmentation des impôts locaux, pour des élus représentant la gauche.

Lors du dernier conseil municipal du 30 juin, les tarifs de l'école de musique et de danse était à l'ordre du jour, avec une augmentation de 5% des tarifs. Pour nous, malgré les restrictions budgétaires, il n'était pas question d'accepter cette forte augmentation. Il est possible de mener une autre politique budgétaire sans attaquer le porte-monnaie des lupariens.

Abdenour Chibane, Gérald Verget et Nathalie Carrier